



Sommaire

page 1	Edito:	Gaza ou l'ordre mondial en ruines
pages 2-3	Projet:	Accès aux soins en Bolivie: visite du projet de notre partenaire à Cochabamba
pages 3-4	Projet:	El Salvador: suite des activités de notre partenaire
page 4	Analyse:	Soutien à Fidel Zaval et aux camarades en lutte au Salvador
pages 4-5	Analyse:	Contribution de l'Association Nicaragua-El Salvador en soutien à la Palestine
page 5	Analyse:	Un front international anti-guerre, c'est pour quand?
page 6	Brèves:	Prochaine Assemblée générale samedi 24 mai 2025
	Note de lecture :	Journal de bord de Gaza

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Gaza ou l'ordre mondial en ruines

La guerre à Gaza n'a pas seulement laissé derrière elle une traînée de mort et de destruction, elle a aussi mis à nu, de manière brutale, la profonde crise de l'ordre international. Alors que les bombardements s'intensifient, que les hôpitaux s'effondrent et que l'aide humanitaire est bloquée, les organismes multilatéraux censés veiller à la paix et aux droits humains assistent, une fois de plus, sans bouger.

Les violations du droit international humanitaire sont massives, constantes, flagrantes. Et pourtant: silence, inertie et impunité règnent. À quoi servent les conventions de Genève si elles ne protègent personne quand il le faut? À quoi sert l'ONU si elle est incapable d'imposer le droit face aux crimes de guerre?

Le Conseil de sécurité, loin d'être un espace d'action collective, est devenu le théâtre de blocages politiques, où la souffrance humaine est subordonnée aux intérêts stratégiques des grandes puissances. Le multilatéralisme, vidé de sa substance, n'est plus qu'un décor derrière lequel s'échangent silences complices et faveurs diplomatiques; et les droits humains, censés être uni-

versels, sont traités comme des outils géopolitiques. Certains crimes sont dénoncés avec force, d'autres sont relativisés, excusés, voire justifiés, suivant la nationalité de la «victime». Ce «deux poids, deux mesures» alimente un ressentiment profond et légitime dans le Sud global, qui voit dans ce système une mascarade occidentale.

Ce qui se joue à Gaza dépasse Gaza. C'est notre humanité qui est mise à l'épreuve. C'est notre capacité à dire «non» à la barbarie, quelle que soit sa forme. Ce sont les fondements mêmes du droit international, de la justice et de la dignité humaine qui sont piétinés.

Il est temps de rompre avec l'hypocrisie. Il est temps d'exiger un véritable changement: un système international enfin juste, inclusif, affranchi des véto paralysants. Il est temps de redonner un sens aux mots «justice» et «responsabilité».

Gaza ne peut plus attendre. Chaque jour sans action renforce la complicité silencieuse. Et chaque vie perdue nous rappelle que le prix de l'inaction, c'est la perte de notre humanité.

Luisa Sanchez, présidente

Accès aux soins en Bolivie: visite du projet de notre partenaire à Cochabamba

Du 31 mars au 4 avril 2025, Timothée, chargé de projet à la CSSR, s'est rendu à Cochabamba en Bolivie pour rencontrer l'équipe de l'Institut pour le Développement Humain (IpDH), organisation dont la CSSR soutient le travail depuis 2010.

par Timothée Binoth

Le projet «Réponse communautaire aux besoins de santé sexuelle des populations à risque face au VIH» vise une meilleure prise en charge des personnes vivant avec le VIH/sida et un accès aux soins facilité pour les populations les plus exposées à ce virus. S'il s'agit de la seconde année de ce projet, la CSSR soutient ces activités depuis 15 ans.

Le respect des droits humains pour lutter contre le VIH/sida

Dès ses débuts en 1997, la promotion des droits humains a été au cœur des activités de l'IpDH. A cet égard, l'organisation basée à Cochabamba ne se limite pas à proposer des soins et à faire de la prévention contre le VIH/sida. En effet, le centre de santé de l'IpDH propose divers services de santé sexuelle (tests de détection VIH/sida, suivi et prescription de médicaments pré ou post exposition, accompagnement psychologique, consultation de gynécologie et de proctologie) avec l'aide d'un personnel spécialement formé au droit des personnes vivant avec le VIH/sida ainsi qu'au droit des populations clés (personnes de la communauté LGBTIQ+, travailleur·ses du sexe, migrant·es, jeune·s).

La présence au sein du centre de santé de deux éducateurs pairs vivant avec le VIH et/ou issus de la diversité sexuelle permet d'ailleurs aux patient·es de bénéficier d'une approche sociale des soins car ces deux professionnels peuvent partager leur expérience et leur vécu pour les guider et les aider à affronter les difficultés.

Ce combat contre la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH/sida et des popu-



Présentation par le Dr. Gemael Garay de la salle de consultation dédiée à la santé anale dans le centre de santé de l'IpDH, Cochabamba, 1er avril 2025 ©TB

lations clés se retrouve également dans les cours de formation que l'IpDH donne au personnel de santé et aux étudiant·es en soins infirmiers de différentes écoles. Il s'agit là d'un élément important pour promouvoir le respect des droits humains dans un pays comme la Bolivie, où les préjugés quant au VIH/sida sont encore tenaces au sein du personnel de santé.

L'Observatoire communautaire, un mécanisme novateur

Toutefois, l'élément le plus original mis en place par l'IpDH est probablement l'Observatoire communautaire. Créé en 2017 et composé d'une vingtaine de personnes volontaires issues de la société civile, son rôle est de relayer les violations des droits humains. Dans le cas des consultations

dans les établissements de santé, les observateur·ices volontaires peuvent même accompagner les patient·es pour prévenir les comportements inadéquats de la part du personnel de santé. Quant aux deux éducateurs pairs, ils jouent aussi le rôle d'observateurs et peuvent entrer en contact avec la direction des établissements de santé en cas d'abus. Ils essayeront ainsi de régler le problème, avant qu'un éventuel appel du Défenseur du Peuple, auprès duquel une plainte peut être déposée, soit fait. Cette coordination entre la société civile via l'Observatoire communautaire et un organisme gouvernemental est un mécanisme novateur et unique en Bolivie. Le Défenseur du Peuple de La Paz a d'ailleurs récemment exprimé son intérêt à reproduire cette expérience sur l'ensemble du territoire bolivien.

Quel avenir pour le projet?

Quant à la durabilité, même si l'IpDH est toujours dépendant des fonds internationaux, un grand nombre de choses ont été mises en place pour assurer la pérennité de l'organisation. Ainsi, plusieurs espaces au premier étage du centre de santé de l'IpDH vont prochainement être loués à des médecins qui cherchent un cabinet. Le troisième et le quatrième étage, construits en 2023, seront loués pour l'organisation de séminaires et de réceptions. Enfin, l'IpDH est en train de construire un magasin plus grand pour vendre des produits liés à la sexualité (préservatifs, sextoys, goodies, livres).

Il faut également rappeler que si les soins pour les personnes vivant avec le VIH/sida sont gratuits en Bolivie, conformément à la loi, les autres soins offerts par le centre de santé de l'IpDH sont payants. L'IpDH étant une organisation sociale, les prix restent néanmoins moins chers que dans les établissements de santé privés et il existe un fond de solidarité pour les personnes qui n'ont pas les moyens de payer leurs frais de santé.



Réunion avec les éducateurs pairs et observateurs Wilian Montaña et Luis Fernando Cáceres dans les bureaux de l'Observatoire communautaire, Cochabamba, 4 avril 2025 ©TB

Malgré tout, les perspectives de l'IpDH restent menacées par plusieurs éléments. D'abord, la Bolivie traverse une période tumultueuse marquée par une crise économique sans précédent. L'inflation affecte l'IpDH qui a par exemple vu les prix des tests de détection du VIH/sida s'envoler. De plus, ce moment de

crise coïncide avec le retrait des financements de la Coopération internationale suisse en Amérique latine, ainsi que les soutiens de nombreux autres gouvernements, dont auraient justement besoin des organisations comme l'IpDH. Du côté de la CSSR, nous continuerons donc à appuyer l'IpDH, tant qu'il le faudra.

El Salvador: suite des activités de notre partenaire

Dans son précédent bulletin, l'équipe de la CSSR était heureuse d'annoncer que la première journée de santé communautaire organisée par l'Association des femmes de San Esteban Caterina (AMUSEC) ait enfin pu avoir lieu, malgré les nombreux obstacles administratifs qui ont retardé le début des activités du projet.

par Timothée Binoth



Distribution de médicaments lors de la deuxième journée de santé communautaire, Canton d'Amatitán Arriba, 23 février 2025 © AMUSEC

Si le projet a pris du temps à démarrer, la suite des activités a été moins compliquée puisque deux autres journées de santé communautaire ont pu rapidement être organisées grâce à la motivation et l'efficacité de notre partenaire. Ces dernières ont eu lieu le 23 février et le 9 mars dans les cantons ruraux d'Amatitán Arriba et de San Jacinto La Burrera, permettant respectivement à 113 et à 120 personnes de pouvoir bénéficier d'une consultation médicale gratuite, de médicaments ainsi que des

conseils sur l'hygiène, la prévention des maladies et les lieux où se rendre en cas de besoin.

Alors qu'il n'était initialement prévu que d'organiser trois journées de santé communautaire en tout, l'AMUSEC a réussi, malgré l'envolée des prix des médicaments, à en acquérir suffisamment pour pouvoir organiser deux journées supplémentaires. Cela permettra de prendre en charge un plus grand nombre de personnes dans une

municipalité qui est classée dans la catégorie «extrême pauvreté» et où la population réclame depuis longtemps un meilleur accès aux soins pour pouvoir lutter contre les maladies chroniques aussi bien que les maladies infectieuses.

En effet, ce ne sont pas les politiques actuelles de remise en cause de l'État de droit et de libéralisation de l'économie à outrance qui vont permettre d'améliorer ces accès aux soins. Par conséquent, l'organisation de journées de santé communautaire constitue, bien que de manière insuffisante, une forme de résilience nécessaire qu'il convient de continuer à soutenir.



Consultation médicale lors de la troisième journée de santé communautaire, Canton de San Jacinto La Burrera, 9 mars 2025 © AMUSEC

Analyse

Soutien à Fidel Zaval et aux camarades en lutte au Salvador

Fin février, la CSSR a reçu une demande de soutien contre la répression qui prend de l'ampleur au Salvador, à laquelle elle a bien sûr répondu présente. En effet, depuis des semaines, une stratégie du régime vise à écraser les forces d'opposition. En plus de sa politique générale de répression contre les classes inférieures (officiellement plus de 80'000 personnes enfermées dans les prisons du pays), le gouvernement cherche à intimider

la population afin qu'elle ne réagisse plus, même face aux situations d'urgence dramatiques – encouragées par le deal avec le FMI qui vient d'être approuvé – dans un contexte de soutien décroissant au régime.

Ainsi, le ministère public s'arroge à présent le droit de déclarer «illé-gale» toute organisation populaire qui lui déplaît. Le 25 février, Fidel Zavala, porte-parole de l'Unidad de Defensa de Derechos Humanos

y Comunitarios (UNIDEHC), a été arrêté par le gouvernement Bukele lors d'une opération policière, qui a mené à l'arrestation de plus de 20 dirigeant-es de La Floresta. Ces détentions sont scandaleuses et nous savons que leurs vies sont en danger dans les geôles salvadoriennes. Amnesty International et de nombreuses associations et ONG se sont mobilisées: seule la pression internationale a des chances de faire plier le régime et mettre fin à ces exactions.

Analyse

Contribution de l'Association Nicaragua-El Salvador en soutien à la Palestine

Au nom de l'Association de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador et au nom de la mission du Nicaragua auprès des Nations Unies, avec la majorité des gouvernements et des peuples du Sud, nous exprimons notre solidarité avec la Palestine.

La solidarité du Nicaragua avec la Palestine remonte aux années 70, où les guérillero-as du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) vont séjourner dans les camps palestiniens et parfois collaborer dans des actions de libé-

ration, comme Patricio Arguello qui trouva la mort en luttant pour la Palestine au côté de Leila Khaled. Ces événements ont forgé des liens solidaires profonds entre le FSLN et la résistance palestinienne.

Jusqu'à ce jour, le Nicaragua s'est comporté comme un ami fidèle de la Palestine. Trois exemples:

- En janvier 2024, le premier pays qui rejoint l'Afrique du Sud, qui a déposé plainte contre Israël pour génocide devant la Cour Internationale de Justice (CIJ), c'est le Nicaragua. Par la suite, 14 pays feront la même démarche, dont 5 pays latinoaméricains: la Colombie, Cuba, le Mexique, le Chili et la Bolivie.
- En mars 2024, le Nicaragua porte plainte devant la Cour internationale de justice (CIJ) contre l'Allemagne, pour son appui au génocide en livrant des armes à Israël et en cessant son financement de

l'UNRWA. La CIJ répond deux mois plus tard qu'elle ne prend pas les mesures urgentes demandées, car entretemps l'Allemagne a presque cessé ses livraisons d'armes et a repris son financement à l'UNRWA. Néanmoins, le Nicaragua a réussi à imposer sa demande: à tout moment, si besoin, la CIJ prendra des mesures urgentes contre l'Allemagne...

- En octobre 2024, le gouvernement du Nicaragua rompt ses relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. Il devient ainsi le 5e pays d'Amérique latine à rompre avec Israël, après Cuba en 1973, le Venezuela et la Bolivie en 2009, la Colombie en 2024...

D'Amérique latine ne vient pas seulement la solidarité des gouvernements, qui tranche avec le servilisme de l'Europe derrière les Etats-Unis, co-responsables du génocide. D'Amérique latine vient aussi une solidarité des peuples qui s'identifient avec la résistance palestinienne: les peuples autochtones chassés de leur terre, les manifestations féministes, les rassemblements étudiants, les mouvements sociaux, les syndicats. Tous brandissent le drapeau palestinien... Vive la solidarité internationale avec la Palestine!

(Manifestation, Genève, 25 janvier 2025)

Analyse

Un front international anti-guerre, c'est pour quand ?

Pour la CSSR, l'aide au développement ne peut s'exercer et se financer de manière efficace que dans la paix. C'est pourquoi, nous avons participé le 2 avril 2025 à l'Université de Genève, à une soirée organisée par le GSSA (Groupe pour une Suisse Sans Armée) autour de la question «L'Europe doit-elle vraiment se surarmer?». Un débat qui a réuni une centaine de personnes, en majorité des panthères grises pacifistes. Nous en avons demandé un rapide compte-rendu à Gérald Fioretta, membre de la CSSR.

Pierre Hazan, reporter de guerre depuis 40 ans, a présenté la nécessaire autonomie de l'Europe, entre autres au niveau militaire, afin de pouvoir se soustraire à terme au racket des USA, ravivé actuellement par Trump. Son constat est péremptoire: l'ONU est out, les instances internationales des droits de l'homme et de la justice sont out, les oligarchies exercent leur pouvoir autoritaire, une guerre menace l'Europe, même si Hazan reconnaît que les chars russes ne viendront ni à Berne, ni ailleurs en Europe. Il faut pouvoir défendre la sécurité au sens large, à commencer par la défense par les canons, mais aussi par la cohésion sociale, les programmes sociaux et inclusifs, et même la réduction des inégalités.

Paolo Gilardi, historien et acteur du GSSA, a souligné que les secousses sismiques actuelles ne sont pas

que militaires, mais comportent aussi une contre-réforme sociétale d'envergure. Les 800 milliards de dépenses militaires sur 5 ans proposés par l'Union Européenne ne feront jamais le poids face aux 920 milliards annuels des USA et à leurs 800 bases militaires dans le monde. Il n'y a pas de «lâchage» de Trump envers l'Europe, mais la volonté de faire payer l'Europe, même si les investissements militaires venaient pénaliser la situation de sa population. Les responsables occidentaux savent qu'il n'y a pas de menaces russes, son armée et son économie se trouvant à terre dès aujourd'hui. Le véritable danger, c'est le déclenchement d'une guerre nucléaire liée à l'escalade militaire. Là, il faut trembler.

Seuls les peuples peuvent s'opposer à ce recul de civilisation, avec des mobilisations, des désobéissances,

de nouveaux moyens de lutte à inventer. C'était le but du meeting. Mais l'objectif ne pouvait être d'esquisser une stratégie internationale anti-guerre, la situation mondiale étant aujourd'hui tellement complexe. Nous sommes donc sortis de cette rencontre plus inquiet-ètes et... désarmé-es que jamais.

Gérald Fioretta



L'Assemblée générale 2025 de la CSSR aura lieu samedi 24 mai 2025

Dès 11h, vous êtes cordialement bienvenu·es pour une brève partie statutaire, suivie d'une discussion qui portera sur la problématique des coupures budgétaires de la Coopération suisse et des entraves annoncées dans le financement des projets en Amérique latine. Comment, face à cela, continuer à se montrer solidaires? A 12h30, nous passerons à un moment convivial autour d'un pique-nique canadien.

Pour davantage d'information, contactez-nous au secrétariat: info@css-romande.ch.

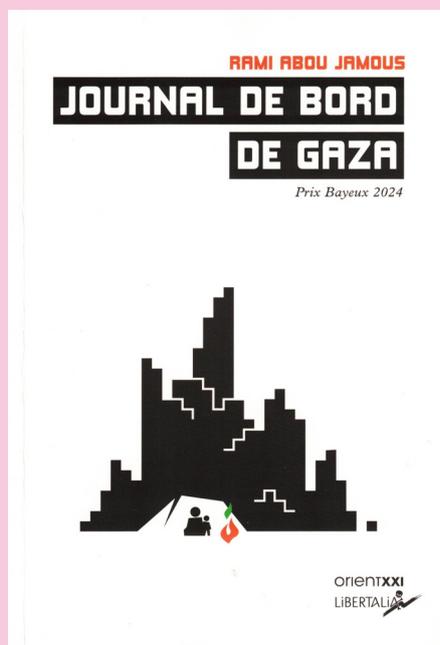
Note de lecture

Journal de bord de Gaza

Rami Abou Jamous, collection Orient XXI, Ed. Libertalia, novembre 2024

Les «Notes de lecture» que nous avons diffusées en décembre 2024 étaient un exemple de résilience: Ibrahim Khashan évoquait la vie sous les bombardements à Gaza et trouvait presque à chaque court récit une issue pleine d'espoir. Les 53 reportages sortis de la plume de Rami Abou Jamous, journaliste palestinien gazaoui, entre le 21 février et le 29 octobre 2024, conserve l'espoir d'en finir avec la guerre, les tentes, les refuges, la misère. Mais il présente la situation vécue avec une totale lucidité qui lui fait dénoncer, crier, hurler le but d'Israël à Gaza: humilier.

Quelques exemples: pourquoi Israël n'a-t-il plus laissé passer aucun matériel



d'hygiène, ni savon, ni lessive pour les vêtements, ni couches pour les enfants, ni protections menstruelles pour les femmes? Humiliation. Pourquoi les sand-

wichs achetés sur le marché sont emballés avec les pages d'un livre de chimie? Humiliation. Les enfants de 9 ans font du commerce au marché, les femmes accouchent sous une tente, les archives et le cadastre ont été brûlés, le secteur public passe aux ONG (donc n'est plus palestinien mais international): tout est détruit, physiquement et moralement.

«Israël est en train de nous faire détester l'endroit où l'on vit... Une grande majorité des habitants, surtout les jeunes, vont partir si on leur ouvre les portes. Tout simplement parce qu'il n'y a plus de vie à Gaza».

Viviane Luisier

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Timothée Binoth, Viviane Luisier, Aude Martenot, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1200 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an